



**HAL**  
open science

**“ Quelles formes de recherche participative expérimentées autour des coopératives jeunesse d’éducation à l’entrepreneuriat collectif? ”**

Florian Bares, Marius Chevallier, Elodie Ros, Sandrine Rospabé

► **To cite this version:**

Florian Bares, Marius Chevallier, Elodie Ros, Sandrine Rospabé. “ Quelles formes de recherche participative expérimentées autour des coopératives jeunesse d’éducation à l’entrepreneuriat collectif? ”. “ Le développement territorial à la lumière de l’ESS ”, Laboratoire LBNC, FR Agorantic, May 2023, Avignon, France, France. hal-04161931

**HAL Id: hal-04161931**

**<https://hal.science/hal-04161931>**

Submitted on 13 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

**Communication**  
**XXIe Rencontres du RIUESS, Laboratoire LBNC, FR Agorantic**  
**« Le développement territorial à la lumière de l'ESS »**  
**Avignon Université**  
**24-25-26 mai 2023**

**Axe 5 : les recherches-actions territorialisées de l'ESS**  
**Format de la communication proposée : « partage d'expériences »**

Acronyme : RACOOPI

**« Quelles formes de recherche participative  
expérimentées autour des coopératives jeunesse  
d'éducation à l'entrepreneuriat collectif ? »**

Florian Barès<sup>a</sup>, Marius Chevallier<sup>b</sup>, Elodie Ros<sup>c</sup>, Sandrine Rospabé<sup>d1</sup>

a : doctorant, laboratoire Printemps, Université Versailles Saint-Quentin–En-Yvelines ;  
coordinateur de recherche-action à l'Université Rurale Quercy Rouergue.  
b : enseignant-chercheur en économie, CNRS, GEOLAB, Université de Limoges.  
c : post-doctorante, SCUIO-IP de l'Université Paris 8, Laboratoires LADYSS et LISRA  
d : enseignante-chercheuse en économie, LiRiS, Université de Rennes.

## Introduction

Depuis quelques années, des coopératives éphémères de jeunes se développent sur différents territoires français. S'inspirant des Coopératives Jeunesse de Service (CJS), nées au Québec il y a plus de 30 ans et transposées depuis 2011 en France, ces coopératives permettent à un groupe de jeunes adultes (de 18 à 30 ans) d'expérimenter le fonctionnement d'une coopérative en développant une activité économique, sur une durée éphémère de 3 à 7 mois. La première Coopérative de jeunes majeurs (CJM) est expérimentée en Ardèche en 2014, puis le principe essaime dans les années suivantes en Bretagne, en Ile de France et en Nouvelle-Aquitaine (dans ce dernier cas sous forme de CJS et dans les Landes sous l'intitulé d'Entreprise coopérative jeunesse).

Huit chercheurs et chercheuses, en économie, sociologie, sciences de gestion et sciences politiques, appartenant à 6 universités, participent depuis 2019, au sein du collectif COOPEEC, à plusieurs démarches de recherche-participative avec des acteurs néo-aquitains (Metroloco),

---

<sup>1</sup> Les auteurs sont membres du collectif COOPEEC (Coopératives d'éducation à l'entrepreneuriat collectif), interdisciplinaire (économie, sociologie, sciences de gestion et sciences politiques) et multi sites (6 universités impliquées). <https://coopeec.hypotheses.org/> (blog en construction)

franciliens (Le PHARES, Coopaname, Etudes et Chantiers), bretons (CRIC) engagés dans la mise en œuvre d'une vingtaine de coopératives de jeunes sous des formes institutionnelles diverses (Chevallier et al., 2022; Ros, Bouadi et Brunet, 2021; COOPEEC, 2022).

Ces projets de recherche action territorialisée partagent le fait d'avoir été initiés par les acteurs et actrices (porteurs directs des coopératives ou acteur local structurant la démarche), de s'inscrire dans une temporalité de 2 à 3 ans, d'impliquer des équipes de chercheurs et chercheuses pluridisciplinaires mais ils diffèrent selon le degré de proximité géographique des chercheurs et chercheuses au terrain, les besoins et le positionnement des acteurs et actrices et le degré de pérennisation des coopératives jeunesse. Tous ces éléments vont influencer sur les démarches de recherche mises en œuvre (Juan, 2019).

Cette communication vise à présenter et analyser les différentes formes de recherche participative à l'œuvre sur ces territoires, en s'interrogeant sur les contributions et les questionnements générés par ces dynamiques de recherche. Dans quelle mesure la recherche accompagne-t-elle des pratiques sociales émergentes ? Comment valoriser l'articulation des savoirs académiques et savoirs des acteurs et actrices de la vie sociale ? Comment concilier temps des chercheurs et chercheuses et des temps des acteurs et actrices ? Une instrumentalisation des 2 parties prenantes est-elle évitable ? Certaines recherches-actions s'inscrivent-elles dans l'enquête scientifique comme outil de démocratisation selon l'approche de John Dewey (Dewey, 1938 ; Bazzoli, Dutraive, 2005) ? Comment faciliter l'appropriation par les acteurs de terrain des résultats de recherche (Chevallier, Noûs, 2020) ? Cette appropriation peut-elle contribuer à renforcer le pouvoir d'agir des acteurs et actrices (Greenwood, Levin, 2006 ; Ballon et Bodet, 2017) ?

Cette communication présente une analyse réflexive de nos pratiques de chercheurs et chercheuses et de leur réception par les acteurs et actrices de terrain. Nous nous centrons sur la « boîte noire » de la recherche participative, les outils mobilisés, les façons de faire, sans les inscrire, pour le moment, dans un référentiel ou un cadre théorique bien défini. Nous revenons dans une première partie sur les recherches menées par certain.es d'entre nous sur différents territoires et formes de coopératives jeunesse. Puis, nous analysons le socle d'expérience commune à COOPEEC qui est l'entreprise coopérative jeunesse Métroloco (à Tarnos dans les Landes) où nous avons expérimenté de nouvelles manières de travailler ensemble.

## 1. COOPEEC avant COOPEEC, plusieurs terrains pour un même objet.

### **En Bretagne : une recherche-intervention initiée par la CRESS**

C'est la CRESS Bretagne qui, en 2017, sollicite le Collège Coopératif en Bretagne (CCB) et une équipe pluridisciplinaire de 4 chercheurs et chercheuses rennaises (en économie et sociologie) pour réaliser une évaluation participative des projets de coopératives éphémères mis en place sur différents territoires ruraux et quartiers politique de la ville. Deux démarches distinctes de recherche seront articulées en continu : l'espace Groupe de travail régional qui réunit les acteurs impliqués dans les coopératives, l'équipe de recherche et l'équipe de

facilitateurs pour produire un référentiel régional. Cet espace est nourri et vient nourrir l'autre démarche de recherche dite « classique » qui elle, réalise des enquêtes sur les terrains locaux et régionaux et auprès des acteurs impliqués (comités locaux, coopérants, représentants institutionnels, animateurs, porteurs de projet...). Ces enquêtes viennent alimenter à leur tour la réflexion des acteurs impliqués dans l'espace régional ou local.

Les productions générées par cette double dynamique de recherche sont de différents ordres. A destination des acteurs, a été publié un « référentiel de pratiques pour la mise en place des coopératives d'éducation à l'entrepreneuriat collectif en Bretagne »<sup>2</sup> pour lequel les chercheurs ont produit des encadrés présentant les expérimentations sur différents territoires bretons venant illustrer les principes généraux du référentiel. Afin de rendre compte de la recherche aux acteurs, des restitutions intermédiaires ont été faites localement et à la fin du processus, des monographies sur chacune des coopératives étudiées ont été produites. Ce format de restitution de la recherche nous a questionné dans la mesure où sa diffusion n'a donné lieu à aucun échange avec les acteurs et ce travail semble être resté lettre morte après sa réception. Sur un des projets de coopérative, 2 ans après ce travail collectif, nous avons essayé d'embarquer les jeunes coopérants dans la co-construction de problématiques de recherche à partir de leur expérience vécue (par un dispositif de formation / accompagnement) mais le COVID a stoppé la dynamique amorcée. Des productions universitaires plus classiques ont également été réalisées (Poisson et Rospabé, 2017 ; Gouzien et Rospabé, 2019).

## **Université Paris VIII : des chercheurs qui expérimentent l'éducation à l'ESS et à la coopération à l'université et la documentent.**

En Ile de France, une chercheuse en post-doctorat est amenée à créer une coopérative éphémère d'étudiant.e.s (Coop'en 8) dans son Université, ce qui la conduit à croiser de fait les approches recherche et montage de projet. Dans ce cadre, elle travaille avec les structures porteuses de l'essaimage des CJM et instigatrices de ces projets au sein de la région francilienne (Pôle Territorial de Coopération Economique Le PHARES, l'association Etudes et Chantiers IDF et la Coopérative d'Activité et d'Emploi Coopaname). Une seconde chercheuse en doctorat de sociologie intègre la recherche. Des échanges réguliers sur les résultats de recherche sont faits avec les porteurs des CJM. Enfin, dans le cadre d'un collectif de recherche national (COOPEEC), une troisième chercheuse, maître de conférences en économie, complète l'équipe de recherche et les CJM d'IDF sont alors intégrées à part entière dans le corpus de recherche. Elles sont alors concertées sur les axes de recherche portés au sein de COOPEEC IDF et des restitutions sont régulièrement réalisées notamment dans le cadre de leur bilan dans le but de faire évoluer le modèle. Mais la recherche COOPEEC IDF avec les CJM a plutôt été une recherche classique avec un partage des résultats. La seule tentative de co-écriture n'a pas aboutie faute de temps du coordinateur. Une autre tentative de

---

<sup>2</sup> Référentiel de pratiques pour la mise en place des coopératives d'éducation à l'entrepreneuriat collectif en Bretagne (2019) <http://lecric.coop/wp-content/uploads/2019/10/R%C3%A9f%C3%A9rentiel-de-pratiques-des-coop%C3%A9ratives-d%C3%A9ducation-%C3%A0-l'entrepreneuriat-collectif-en-Bretagne-3.pdf>

communication croisée avec Coopaname a montré les limites d'un espace d'écoute des tensions ou des dimensions plus critiques de la recherche sur les pratiques au-delà des simples discours des acteurs. La décision de cesser l'essai de nouvelles CJM en juillet 2022 a mis fin à ce partenariat de recherche. La recherche-action initiale autour de Coop'en 8 se poursuit.

## **L'éducation à l'ESS et sujet d'intérêt et de recherche partagé**

Avant de constituer COOPEEC ses membres partageaient un intérêt commun pour les questions d'éducation à l'ESS et la recherche participative. Le collectif puise son origine dans la continuité et l'agrégation de plusieurs collectifs formels et informels : le RIUESS, espace de discussion universitaire ; le comité pédagogique de l'ESPER lieu d'échange et de création d'outils pédagogiques pour l'éducation à l'ESS ; le collectif « recherche et formation en Nouvelle-Aquitaine », etc.

2. La naissance de COOPEEC : Le Metroloco une opportunité de faire collectif dans un territoire « ESS matricielle ».

### **Le PTCE est un territoire « ESS matricielle » porteur d'un projet d'éducation à l'ESS**

Le PTCE Sud-Aquitaine est un écosystème ESS matricielle (Demoustier et Itçaina, 2022). Plusieurs organisations portent une stratégie commune pour répondre aux problématiques des territoires en développant des projets ESS, la plupart du temps sous forme de SCIC. Une trentaine d'organisations de l'ESS font partie du PTCE. Chaque SCIC agrège son propre sociétariat en fonction du projet. Le PTCE porte un projet politique territorial fort. L'un des axes stratégiques est l'éducation à l'ESS, des actions sont menées en sens par une partie des membres. Membres qui sont à l'origine du collectif « jeunesse et ESS en Nouvelle-Aquitaine ». Les acteurs du PTCE portent un fort intérêt pour la recherche participative. Une recherche action de plusieurs années y a été menée (Demoustier et Itçaina, 2018).

### **Une opportunité et deux prétextes pour travailler ensemble.**

Une partie des membres du PTCE souhaitait mettre en place un projet de coopérative jeunesse depuis la découverte des CJS québécoises lors d'un voyage au Canada. Une opportunité pour développer ce projet s'est présentée sous la forme d'un appel à projet de la mairie de Tarnos pour la concession d'un bar de plage en 2018. La plasticité, la diversité des acteurs du PTCE et les compétences en ingénierie de projet permirent aux acteurs de penser une nouvelle forme de coopérative jeunesse et de remporter l'appel à projet en trois mois. Les trois organisations motrices dans le portage de ce projet d'Entreprise Coopérative Jeunesse « le Metroloco » sont l'Habitat Jeune Sud Aquitaine, la CAE SCIC Interstice et le restaurant d'entreprise SCIC EOLE.

Pour financer l'accompagnement du projet, le PTCE répondit à l'Appel à motivation d'intérêt « innovation sociale » de la région Nouvelle-Aquitaine. Pour ce faire deux chercheurs furent sollicités pour participer à la partie « R&D » du projet. Chercheurs qui saisissent cette opportunité pour proposer aux futurs membres de COOPEEC de les rejoindre.

La formalisation officielle du collectif COOPEEC se fit en répondant en 2020 à un APP inter MSH : « Coopératives d'Education à l'Entrepreneuriat Collectif. Quel impact sur le pouvoir d'agir des jeunes et les dynamiques territoriales locales ? ». Bien que le projet fût refusé, le collectif COOPEEC décida de mettre en place le contenu discuté et de travailler sur un terrain commun : le Metroloco.

## **Le Metroloco un terrain de recherche (action ?) partagé.**

Le terme de recherche action a rapidement émergé dans les échanges entre le collectif COOPEEC et les acteurs du Metroloco : une attirance commune pour ce terme a permis de partager un univers commun. Toutefois, le partenariat s'est créé au fur et à mesure des échanges sans poser une définition commune de ce que serait cette intention convergente de recherche-action. Il serait donc artificiel de nous interroger frontalement sur en quoi nous avons fait ou pas de la recherche-action et nous avons choisi de recenser les formes prises par ce partenariat.

### **→ Les apports « perçus » de la recherche à Metroloco**

#### **Favoriser la réflexion individuelle des acteurs**

Une dizaine d'entretiens a été réalisée avec les acteurs porteurs et partenaires du Metroloco, l'occasion pour chacun.e d'eux.elles de prendre un temps de bilan individuel et de réflexivité approfondi sur le projet avec une écoute active. Les transcriptions sont ensuite envoyées aux acteurs. Transcriptions qui, si elles sont relues, peuvent agir en effet miroir.

Suite à de multiples échanges, un travail de co-écriture d'articles universitaires (Chevallier et al. (2022), Barès et al. (2023)) s'est engagé entre des membres de COOPEEC et l'animateur/coordonateur du Metroloco. Cela a permis d'une part à l'acteur-chercheur de prendre du recul sur sa pratique et le quotidien du projet et d'autre part d'approfondir la démarche scientifique en intégrant l'écriture, les données et le vécu dans un processus itératif de contradictions.

#### **Alimenter les échanges collectifs**

Plusieurs échanges collectifs entre acteurs et chercheurs ont nourri notre recherche. Ces échanges ont pris plusieurs formes. Un séminaire thématique à l'automne 2020 autour des concepts du pouvoir d'agir individuel et collectif. Plusieurs temps (février 2021, décembre 2021, janvier 2022, décembre 2022) inscrits dans la production de contributions universitaires (colloque et séminaire). Lors de ces ateliers, nous avons créé les conditions d'une recherche participative en demandant systématiquement aux acteurs et actrices de confronter leurs analyses (souvent très critiques sur le projet) et nos résultats à des observations précises,

permettant de distinguer un temps de formulation d'hypothèses et un temps de validation et invalidation de ces hypothèses. En multipliant les cadres contradictoires, nous limitons ainsi les risques pour les chercheurs et chercheuses comme pour les acteurs et actrices de s'enfermer dans leurs représentations nécessairement biaisées (De Sardan, 2000).

### **Lettres de la recherche : 3 lettres réalisées, diffusées en interne seulement**

Une des préoccupations du collectif COOPEEC était de diffuser ses questionnements et résultats de recherche aux acteurs et actrices, sur un format non académique. Nous avons donc expérimenté l'écriture de lettres de la recherche, transformées par le service communication des acteurs du Metroloco en un support graphique, animé ou non, facilement communicable aux partenaires du projet. Notre objectif était d'initier un échange chercheur-acteur sur la recherche. Trois lettres de la recherche ont été publiées en 2021 portant successivement sur les ingrédients de l'autonomie, de l'action territorialisée et de l'éducation populaire.

### **Nourrir l'action et la diffusion**

Nous souhaitons que cette recherche serve les acteurs du territoire mais aussi quelle permette de nourrir la réflexion et les pratiques de l'ensemble des acteurs des CEEC. Pour ce faire, aux contributions universitaires citées ci-dessus se sont ajoutés l'encadrement d'un mémoire, dont la question fut co-construite en triangle : l'étudiante-les accompagnatrices et accompagnateurs du Metroloco-COOPEEC.

La recherche sur le Metroloco a donné lieu à des communications lors de colloque (Curie janvier 2021, ISIA Bordeaux février 2022, GESS Toulouse mars 2023). Contributions fruits de la coopération entre acteurs et chercheurs tant pour l'écriture que lors de la présentation en séance. La dimension nationale de notre collectif permet la comparaison. Les 21 cas de CEEC étudiés nous ont permis de proposer une typologie des CEEC. Proposition qui fut présentée et discutée lors du séminaire RIUESS de Bordeaux (2022) avec des acteurs du Metroloco et des CEEC bretonnes. Ce qui a favorisé la prise de recul des chercheurs (sortir de son propre terrain de recherche local) et des acteurs (s'enrichir des pratiques des autres).

Plusieurs membres de notre collectif sont membre du comité scientifique et pédagogique de L'ESPER (L'Économie Sociale Partenaire de l'École de la République). Cette présence a permis de valoriser et de diffuser une partie des connaissances produites lors de nos recherches auprès d'un large public en élaborant plusieurs supports éducatifs (production d'une étude de cas, mobilisable au lycée, à l'université, en formation continue...)<sup>3</sup>.

### **Apporter une « caution » recherche au projet**

L'un des prétextes à l'origine de COOPEEC était la mobilisation de « chercheurs » dans la réponse à l'AMI Innovation Sociale de la région Nouvelle-Aquitaine. Cela s'est traduit par la citation de COOPEEC comme partenaire dans plusieurs APP ou dans les échanges des acteurs

---

<sup>3</sup> <https://lesper.fr/ressourcess/monographie-metroloco/>

et actrices du Metroloco avec leurs partenaires institutionnels et /ou financiers, notamment lors d'interventions dans des comités de pilotage en 2022 et 2023. Notre collectif a également été intégré comme partenaire dans la réponse au 2° volet d'un nouvel AMI Innovation Sociale en 2023.

Soulignons également pour finir les apports de Metroloco à la recherche : facilitation à la mise en œuvre de la recherche (par l'accès aux données de la plateforme numérique, la mise en relation avec les parties prenantes pour des entretiens), facilitation à la diffusion de la recherche (temps de travail du coordinateur dégagé pour de la co-écriture d'articles universitaires, diffusion des lettres de la recherche auprès de partenaires), contribution financière (hébergement, déplacements, prise en charge d'une partie des transcriptions d'entretiens).

### → Nos points d'insatisfactions

Si notre recherche a permis des résultats, elle reste inaboutie en plusieurs points. Notamment sur la définition des questions de recherche. Malgré notre participation à deux ateliers sur le pouvoir d'agir (11 février 2021, 14 octobre 2021), nous n'avons pas réussi à identifier des questions précises. Ces temps nous ont permis de cerner des grandes thématiques mais pas de questions permettant d'enclencher une analyse ciblée. Une partie des demandes n'étaient pas accessibles au vu des ressources et de la temporalité de l'expérimentation (mesures d'impacts) et nous avons eu des difficultés à nous comprendre. Du point de vue méthodologique nous avons proposé à l'un des pilotes du projet une méthode pour collecter et stocker des données pour l'analyse au-delà des statistiques et du ressenti, mais il n'y a pas eu de suite.

Il nous a été difficile d'impliquer les acteurs et actrices du Metroloco dans notre démarche de recherche au-delà de Tarnos. Bien que demandeurs d'informations sur les autres expériences, il nous a semblé que les acteurs porteurs du Metroloco avaient du mal à se projeter dans le paysage des CEEC. Ce qui s'est traduit pour nous par une difficulté à avoir des conditions d'échanges intéressantes dès que nous voulions les impliquer dans un processus de comparaisons entre les CEEC. Les animateurs ont semblé plus intéressés sans que cela ne se traduise cependant par des modifications visibles dans les dispositifs. Inversement nous souhaitons impliquer des chercheurs locaux dans notre recherche. Ces propositions sont restées lettres mortes.

Nous avons tenté d'interroger les acteurs sur les apports de la recherche au projet Metroloco en envoyant un questionnaire par mail (voir annexe). Les quelques réponses que nous avons obtenues se sont avérées peu pertinentes.

### → Freins et perspectives

#### Les freins

Nous avons identifié plusieurs freins qui n'ont pas permis de mettre en place un projet de recherche action coopérative (Draperi, 2007).



### ***Des freins contextuels :***

Le contexte opportuniste de la constitution du collectif de recherche puis la crise sanitaire, ont eu un impact sur les deux collectifs (acteurs / chercheurs) qui ont vu leurs membres et leurs implications fluctuer au cours de la période. Les deux collectifs ont manqué d'homogénéité notamment dans les attentes et l'investissement.

### ***Des freins structurels :***

L'éloignement géographique des chercheurs de Coopec avec le terrain a réduit les occasions informelles de discuter des avancées, de lever les quiproquos et d'identifier rapidement les tensions du projet. Un autre frein, fréquent dans les projets de recherche participative, est la différence de temporalité entre le temps des acteurs et le temps des chercheurs. Le temps de la recherche est un temps long, quand les acteurs souhaitent avoir des réponses rapides pour transformer leurs pratiques. Les chercheurs fournissent des concepts, des analyses partielles. Les acteurs n'attendent pas les recommandations des chercheurs pour avancer. L'absence de financement du projet n'a pas facilité notre venue sur le terrain. En conséquence le temps de recherche a été réduit. Ce qui pose la question de la validité de notre regard, quelques heures par an, par rapport à celui des personnes qui sont à temps complet sur le projet. Par ailleurs, les Sciences Humaines et Sociales apportent rarement des solutions techniques concrètes comme en sciences « dures » ou en gestion, donc la plus-value apportée par la recherche est difficile à identifier.

### ***Des freins méthodologiques :***

Les circonstances opportunistes du lancement du projet ont laissé peu de temps pour construire la recherche en amont. Nous n'avons pas construit de cadre commun à cette recherche entre COOPEEC et les acteurs/actrices du Metroloco. Elle s'est déployée en marchant en fonction des besoins, disponibilité, opportunité des membres des deux collectifs. Le fait de partager un vocabulaire, des références, une vision politique, une volonté commune de mener une recherche-action n'a pas suffi. Un séminaire qui nous aurait permis de co-construire les questions de recherche, d'explicitier les attentes réciproques, de définir les règles de validation et de diffusion, de mettre en place les institutions de suivi a, avec le recul, manqué. Il n'est pas facile pour les acteurs et actrices d'écrire sur leurs projets faute de temps et par difficulté à sélectionner des informations parmi la profusion qu'ils ont accumulées au cours du projet. L'absence de ce cadre a créé des tensions notamment dans les phases de relecture avant des publications ou des contributions. L'absence de définition d'objectifs et d'attentes communes complique l'évaluation de la plus-value des chercheurs pour le projet. Cela peut laisser croire aux chercheurs qu'ils sont mobilisés dans une vision utilitariste de la recherche en vue de valider des pratiques et des projets (arguments pour les financeurs) plus que comme moyen de créer des espaces réflexifs. Déjà très présents dans le projet.

### **Des freins « culturels » :**

Les acteurs en ESS réfléchissent déjà beaucoup sur leurs pratiques car ils sont dans une démarche de mise en œuvre d'alternatives. Le projet Metroloco s'inscrit ainsi dans les pratiques de réflexion-action incrémentale issue des pédagogies des acteurs de l'éducation populaire (pédagogie institutionnelle). De plus ils sont déjà beaucoup en réseaux (territoriaux et thématiques) et vont à la rencontre d'autres structures : le contact direct et l'échange de pratique est souvent plus nourrissant que les points de comparaison qu'on peut leur apporter. Sans compter que les journalistes et les sites internet facilitent déjà grandement l'accès aux informations sur d'autres structures. Ce qui a pu nous amener à penser que la recherche en ESS peut faire un peu doublon et n'a pas une forte plus-value en terme d'espaces de débats et de questions apportées [voir les différences entre réflexion-action et recherche-action]. La recherche est toutefois souvent venue confirmer, légitimer les ressentis des acteurs et actrices.

### **Quelles perspectives ?**

Dans l'objectif du déploiement vers d'autres territoires et activités<sup>4</sup>, COOPEEC a certainement permis d'identifier des éléments importants à prendre en compte sur les questions de pouvoir d'agir des coopérant.e.s et d'éducation populaire, de positionnements des animateur.rices, d'enrichissement territorial mais des questionnement demeurent sur la façon de se déployer sur un territoire différent, des publics différents, des activités différentes sans compromettre l'ADN du projet. Si nous arrivons à lever quelques freins identifiés ci-dessus, notre collectif pourra continuer à documenter ces nouveaux projets en construction.

Notre réflexion autour du pouvoir d'agir sur le territoire (un sujet central pour les acteurs du Metroloco) est encore largement à approfondir, notamment parce qu'il se mesure sur le temps long et nécessite de mettre en place des indicateurs à destination jeunes coopérant.e.s (logement, mobilité, niveau de rémunération etc.) avec des questionnaires en amont, pendant et après, y compris plusieurs années plus tard. Comment trouver un cadre méthodologique pour pouvoir suivre sur le long terme l'évolution du pouvoir d'agir ? Comment collecter les données, les stocker, les traiter ? Comment transférer aux acteurs un outil qui les aiderait à aller plus loin dans leur réflexivité ? Comment par ailleurs estimer la transformation du pouvoir d'agir des acteurs ? Celui des habitants ?

Face à ces pistes de recherche, COOPEEC s'interroge sur la construction d'un projet de thèse CIFRE, ou l'accompagnement d'un stagiaire recherche spécifiquement autour de la question du pouvoir d'agir. La R&D au sein du PTCE est un sujet de réflexion pour les acteurs, face au constat qu'il y a des démarches de R&D très cloisonnées par projet et qu'il existe un vrai besoin de restructurer une dynamique globale.

---

<sup>4</sup> Projets en cours d'une ECJ « déconstruction et réemploi » à Pau, d'une ECJ « numérique » à Bayonne, d'une deuxième ECJ de restauration légère à Tarnos.

## Conclusion

Articuler un projet de recherche peut s'avérer complexe. Articuler un projet qui a l'ambition d'être une recherche action coopérative (Ballon et Bodet, 2017), entre un collectif d'acteurs et un collectif de chercheurs l'est encore plus. Si notre projet de recherche a su créer un dialogue, des analyses et des publications entre chercheurs et acteurs du territoire, nous n'avons pas abouti à une recherche action coopérative. Pourtant les deux collectifs étaient acculturés à la recherche-action et souhaitaient travailler ensemble.

Malgré cette déception, ce projet nous a permis d'expérimenter le fonctionnement d'une recherche en collectif et entre collectif. Les contours mouvants de ceux-ci ont permis de répondre à un nombre important de sollicitations en se reconfigurant en fonction des besoins, disponibilités, intérêts du moment. Ce qui a participé a croisé les regards et les approches ainsi qu'à une large diffusion de nos résultats à la fois de façon académiques mais aussi de faire connaître plus largement les CEEC aux acteurs de l'ESS et de l'Education Populaire mais aussi aux enseignants.

Nous faisons l'hypothèse que pour lever une partie des freins identifiés et diminuer les risques d'instrumentalisation de l'une ou l'autre des parties. Il a manqué de plusieurs temps qui aurait permis de structurer un collectif unique de chercheurs-acteurs :

- un temps dédié à la construction du cadre collectif de la recherche-action (attentes de chaque membres, objectifs de chaque collectif, et objectifs communs au projet de recherche),
- des institutions de médiation et de suivi,
- la définition d'un schéma de communication et de validation des productions,
- puis une étape de définition du cadre scientifique du projet (questions de recherche, méthodologie, ...).

Une (nouvelle) opportunité se présente pour COOPEEC pour mettre en place un processus itératif sur sa méthodologie et de poursuivre nos réflexions sur les CEEC. L'un des membres du collectif accompagne un projet de coopérative jeunesse dans le Lot depuis 2021, à proximité de sa résidence. Il a mobilisé les apports de COOPEEC pour nourrir la réflexion des porteurs de ce nouveau projet. Une opportunité de financer une recherche-action sur le déploiement (été 2023) c'est présenté<sup>5</sup>. Nous sommes en train de construire cette nouvelle recherche en nous appuyant sur les résultats de nos analyses sur les coopératives jeunesse et sur nos pratiques. De fait la réponse positive à l'APP va nous permettre de lever plusieurs freins structurels : le financement du projet, le temps de recherche en plus du frein géographique. La présence au comité de pilotage de COOPEEC depuis la genèse du projet doit permettre à cette recherche-action d'être inscrite dès le départ comme le processus d'analyse critique itératif du projet et ainsi éviter la séparation entre le projet de coopérative jeunesse et le projet de recherche sur la coopérative jeunesse. De plus nous avons l'ambition de faire participer les coopérants dans ce processus.

### **Annexe. Questionnaire bilan envoyé par mail aux acteurs du Metroloco avant une réunion collective (le 1<sup>er</sup> mars 2022)**

Questions pour le point bilan des collaborations Terrain-recherche : Vous nous avez manifesté plusieurs fois votre enthousiasme sur cette collaboration mais nous n'avons pas pu prendre

<sup>5</sup> <https://popsu.archi.fr/programme/popsu-territoires>

un temps spécifique pour comprendre l'impact concret de nos échanges. Vos réponses peuvent nous servir à mieux cibler et calibrer nos interventions. Voici quelques petites questions que nous voudrions vous poser le 1er mars pour structurer cet échange :

La recherche peut servir à :

1. Confirmer vos ressentis et vos analyses et/ou prendre du recul sur les pratiques, changer de regard ou d'analyse. Diriez-vous que c'est le cas ? De manière globale ou bien plus spécifiquement ? → sur l'accompagnement ? L'organisation générale du projet ? La manière de présenter le projet aux partenaires ? L'essaimage ? La formation des coopérantes et coopérants ? Leurs recrutements ? Autres ?
2. Légitimer un projet et faciliter la reconnaissance institutionnelle. Diriez-vous que c'est le cas ? Auprès de quels partenaires en particulier ?
3. S'informer sur d'autres pratiques comparables. Suffisant ? À développer ?
4. Autres idées?

## Références citées :

- Ballon J. et Bodet C. (2017), « De l'action à la recherche et vice-versa : L'émancipation par le savoir à Coopaname », in Construire collectivement du sens - Les apports de François Rousseau, Paris, Dalloz (Juris associations), pp. 62-79.
- Barès F., Chevallier M., Malphettes A. et S. Rospabé (2023), « Tisser les liens de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire par l'Entreprise Coopérative Jeunesse », *Revue Pratiques de Formation / Analyses* (à paraître)
- Bazzoli, L., et Dutraive, V. (2015), « Sciences sociales, économie et démocratie : redécouvrir Dewey et Commons », *L'Économie politique*, vol. 65, no. 1, 2015, pp. 100-112.
- Chevallier M., Noûs C., 2021. « How useful is research on cooperatives? Reflection based on 3 double-cap situations ». Cooperatives in transition facing crisis ICA CCR Europe 2021, Jul 2021, paris, France
- Chevallier, M., Malphettes A., Ros E., et S. Rospabé (2022), L'animation de « coopératives d'éducation à l'entrepreneuriat collectif » : une identité professionnelle problématique, in Animation socioculturelle professionnelle : acteurs et enjeux contemporains, pour quelles perspectives ?, Carrières Sociales Éditions, coll. Des paroles et des actes, p. 321-338.
- COOPEEC (2022), « Les nouvelles formes de coopératives de jeunes : une proposition de typologie », communication aux 21<sup>e</sup> rencontres du RIUESS, juin, Bordeaux.
- De Sardan, J-P. O (2000), « Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, vol. 41, n° 3, p. 417-445.

- Demoustier, D., et X. Itçaina, (2022), « L'économie sociale et solidaire comme écosystème territorial d'intermédiation : le cas du PTCE Sud Aquitaine », *Formation emploi*, 157, 1, 27-52.
- Demoustier, D., et X. Itçaina, (2018), *Faire territoire par la coopération : L'expérience du Pôle Territorial de Coopération Économique Sud Aquitaine*, Sarrant, Editions La Librairie des Territoires.
- Draperi, J-F. (2007), *Comprendre l'économie sociale, fondements et enjeux*. Dunod, 244 p.
- Dewey, J. (1938) *Logique, Théorie de l'enquête*, traduit par Deledalle G., édition de 1967, Paris, PUF.
- Gouzien, A. & Rospabé S. (2019), « Action commune partenariale, empowerment et culture de l'ESS : Quatre cas de coopératives éphémères de jeunes majeurs en Bretagne », *ESS de la culture et culture de l'ESS, Les XIXème rencontre du RIUESS*, Université Paris Est Marne la Vallée, 15-16-17 mai.
- Greenwood, D.J. et Levin, M. (2006) *Introduction to action research : Social research for social change*, SAGE publications.
- Juan M. (2019). « Les recherches participatives : enjeux et actualités », publié sur <https://www.participation-et-democratie.fr/un-panorama-des-recherches-participatives-0>.
- Poisson, A. & Rospabé, S. (2017), « Y a-t-il un « modèle » coopératives éphémères dans les quartiers politique de la ville ? : Réflexions issues d'une étude exploratoire sur trois territoires bretons », *Idées et Territoires*, n° 1, p. 26 – 31.
- Ros, É., Bouadi, L. et Brunet, C. (2021), « Vers de nouvelles formes d'ancrage de l'économie sociale et solidaire au sein des universités françaises ». *RECMA*, 360, 26-41.